

« Transition énergétique » : le grand malentendu

Du fait de la crise climatique, l'histoire de l'énergie prend une importance existentielle. Ainsi, dans son dernier rapport, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) raisonne à partir de l'histoire des transitions énergétiques passées pour inférer la probabilité d'une transition compatible avec un réchauffement de 1,5 °C. L'optimisme est mesuré, mais il est tout de même affirmé : « Ces transitions systémiques sont sans précédent en termes d'échelle, mais pas nécessairement en termes de vitesse », peut-on lire dans le « résumé aux décideurs ».

Mais l'usage du mot « transition » repose ici sur un sérieux malentendu. Ce que les historiens étudient sont en fait des « additions énergétiques » et non des transitions. Par exemple, le gaz d'éclairage n'a pas supprimé les bougies, et les machines à vapeur n'ont pas remplacé la force musculaire : au contraire, la production de bougies explose au XIX^e siècle, et le nombre de chevaux atteint son sommet historique dans les années 1900. Même

dans l'industrie sidérurgique, où l'usage de la houille est précoce, le bois reste dominant jusque dans les années 1860 en France et jusqu'au XX^e siècle en Suède.

On ne passe pas simplement du bois au charbon, puis du charbon au pétrole, puis du pétrole au nucléaire : ces sources d'énergie n'ont fait que s'additionner au cours du temps. Si, au cours du XX^e siècle, l'usage du charbon décroît relativement au pétrole, il reste que sa consommation croît continûment, et qu'on n'en a jamais autant brûlé qu'en 2017. Et, pour l'instant, le nucléaire et les renouvelables n'ont fait qu'ajouter une fine couche supplémentaire à un mix énergétique qui demeure fondamentalement carboné : selon les statistiques de British Petroleum, les fossiles (charbon, pétrole, gaz) représentaient 87 % de l'énergie consommée sur le globe en 1980... et 86 % actuellement.

Si l'expression « transition énergétique » est source de confusion, cela tient peut-être à son histoire. Son origine est en effet très éloignée des objectifs climatiques ou écologiques. Dans les années

1970, les Etats-Unis sont sonnés par les deux chocs pétroliers, qui génèrent une véritable angoisse nationale. Le 15 juillet 1979, le président Jimmy Carter prononce devant 65 millions de téléspectateurs le fameux « discours du malaise », dont l'idée centrale était que la crise énergétique ne pourrait être combattue sans changer la société américaine. Les Etats-Unis devaient renoncer au consumérisme pour renouer avec les fonds des vertus civiques et chrétiennes.

Emprunt à la physique atomique

C'est dans ce contexte que le vocabulaire « transition énergétique » prend tout son sens. Il est promu par des institutions puissantes – le bureau de la planification énergétique américain, le secrétariat suédois pour l'étude du futur, la Commission trilatérale, la Communauté économique européenne – et repris par les industriels pour combattre les expressions autrement plus angoissantes de « crise énergétique » ou de « gap énergétique ». Dans la plupart des cas, il sert à désigner des énergies dites « alterna-

tives » : le nucléaire avant tout – de manière troublante, le terme de transition énergétique est d'ailleurs emprunté à la physique atomique –, mais aussi le gaz, les pétroles de schiste et même... le charbon. Au milieu des années 1970, dire « transition » plutôt que « crise » rendait le futur beaucoup moins anxiogène en l'arrimant à une rationalité planificatrice et gestionnaire.

Les mots sont piégés : appliquée à l'Histoire, la « transition énergétique » nous empêche de voir la persistance des systèmes anciens. Appliquée au défi climatique contemporain, elle sous-estime radicalement la transformation qu'il faut opérer pour ne pas dépasser 1,5 °C en 2100 : car, cette fois-ci, il ne s'agit pas de faire une énième addition énergétique, mais bel et bien de soustraire de notre mix énergétique les 85 % qui sont issus du charbon, du pétrole et du gaz ! ■

Jean-Baptiste Fressoz est chargé de recherche CNRS au Centre de recherches historiques de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)